



Les grands titres:

- Syrie : l'ONU préoccupée par la situation humanitaire dans les zones assiégées, y compris à l'est d'Alep
- A Kinshasa, le chef des droits de l'homme de l'ONU s'inquiète du rétrécissement de l'espace public en RDC
- Turquie : Ban Ki-moon exhorte le gouvernement à respecter l'état de droit durant l'état d'urgence
- Soudan du Sud : un expert de l'ONU appelle à la libération du journaliste Alfred Taban
- Nouveau record inquiétant de chaleur au premier semestre 2016, selon l'ONU
- Le Conseil de sécurité procède à un premier vote indicatif sur les candidats au poste de Secrétaire général de l'ONU
- Ban Ki-moon salue le renforcement de la coopération entre l'ONU et l'Union interparlementaire

Syrie : l'ONU préoccupée par la situation humanitaire dans les zones assiégées, y compris à l'est d'Alep



Des poupées d'enfants retrouvées dans les décombres d'une maison détruite par les bombardements, dans une ville touchée par le conflit en Syrie. Photo : UNICEF / Romenzi

21 juillet - Deux hauts responsables de l'ONU ont tiré jeudi la sonnette d'alarme face aux difficultés d'accès humanitaire rencontrées sur le terrain dans les zones syriennes assiégées, y compris à l'est d'Alep, en raison principalement de l'intensification des combats au mois de juillet.

« A l'heure du bilan, au cours des six premiers mois de l'année, nous constatons que nous avons maintenant atteint 1 million de personnes, situées dans des zones difficiles d'accès et dans les zones assiégées », a déclaré le Conseiller spécial de l'ONU pour la Syrie, Jan Egeland, lors d'une conférence de presse à Genève, en Suisse.

Il a précisé que l'Organisation avait été en mesure d'atteindre 400.000 des 590.000 personnes situées à l'intérieur des zones assiégées au moins une fois au cours des cinq derniers mois. « Nous avons atteint 18 des 18 zones [assiégées], donc bien sûr, il y a eu des progrès notables, parce que les diplomates nous ont aidés en 2016 et ils ne nous avaient presque pas aidés en 2015 », a-t-il dit.

Cependant, le Conseiller spécial a ajouté que ce bilan était loin d'être à la hauteur de ses espérances pour les mois de juillet et juin. Il a noté à quel point il était paradoxal que l'ONU n'ait pas été en mesure d'atteindre plus de 3 des 18 zones assiégées en juillet, dans la mesure où le gouvernement syrien n'avait jamais accordé autant d'autorisations de livraison d'aide humanitaire que durant ce mois.

« Qu'est-ce qui nous en empêche ? Les combats sont la principale raison pour laquelle nous n'allons pas dans tous ces endroits », a déploré M. Egeland. Pour redonner de l'élan à l'action humanitaire de l'ONU dans les zones assiégées, il a appelé à instaurer des pauses humanitaires ou trêves.

Le Conseiller spécial a spécifié la façon dont pourraient fonctionner ces trêves humanitaires : « Nous recevons un avis 72



heures à l'avance et nous obtenons une pause dans les combats pendant 48 heures [...] ; voilà ce dont nous avons besoin pour envoyer une bouée de sauvetage dans les endroits où les gens sont au bord de la famine ».

Parmi ces endroits, M. Egeland a notamment mentionné l'est d'Alep, dont l'accès par la route Castello est bloqué depuis le début d'affrontements violents entre les forces syriennes et les groupes armés non étatiques, le 7 juillet.

Il a précisé que les acteurs humanitaires avaient demandé au Groupe international de soutien à la Syrie (GISS) de négocier une fenêtre de 48 heures chaque semaine pour être en mesure de livrer de la nourriture dans cette partie de la ville.

« Je suis profondément alarmé par les développements inquiétants dans l'est d'Alep », a de son côté déclaré le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, dans une déclaration à la presse.

Selon le Secrétaire général adjoint, ces affrontements ont coupé la circulation humanitaire, commerciale et civile à l'est d'Alep et placé 200.000 à 300.000 personnes sur la ligne de front. Il a ajouté qu'au cours des dernières semaines, des centaines de tirs de mortier, missiles et projectiles ont été lancés sur la ville, causant des dizaines de morts et des centaines de blessés, dont plusieurs enfants.

Malgré les appels répétés de la communauté humanitaire à ne pas attaquer le personnel médical et les établissements de santé, M. O'Brien a indiqué que, pour la troisième fois au cours des deux derniers mois, un hôpital avait été pris pour cible à Alep en juillet.

M. O'Brien a par ailleurs indiqué que les stocks de nourriture à l'est d'Alep seraient sans doute épuisés d'ici le milieu du mois prochain, soulignant ainsi l'urgence qu'il y avait à obtenir un accès humanitaire.

« J'appelle toutes les parties au conflit à garantir immédiatement un accès inconditionnel, sans entrave et durable aux millions de personnes dans les zones assiégées et difficiles à atteindre à travers la Syrie », a exhorté le Secrétaire général adjoint.

A Kinshasa, le chef des droits de l'homme de l'ONU s'inquiète du rétrécissement de l'espace public en RDC



Des policiers lors de manifestations à Kinshasa en République démocratique du Congo en janvier 2015. Photo : MONUSCO

21 juillet - A l'issue d'une visite officielle en République démocratique du Congo (RDC), le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'est inquiété jeudi du rétrécissement de l'espace public et de la répression étatique contre l'opposition à l'approche des échéances électorales, appelant créer les conditions d'un dialogue démocratique ouvert.

« Alors que des échéances électorales cruciales approchent, la tension monte », s'est inquiété M. Zeid lors d'une conférence de presse dans la capitale de la RDC Kinshasa, concluant une mission de quatre jours dans le pays.

Le Haut-Commissaire a notamment mentionné l'augmentation des violations des droits civils et politiques fondamentaux par des acteurs étatiques, y compris la liberté d'expression et de réunion pacifique, qui sont pourtant inscrites dans la Constitution congolaise. « L'espace public pour l'expression des voix dissidentes est maintenant clairement sous pression », a-t-il regretté.

M. Zeid a déclaré que le pays se trouvait à un moment charnière. « Ce pays a des atouts formidables, y compris le dynamisme et l'ingéniosité légendaires de son peuple », a-t-il déclaré. Mentionnant notamment les progrès accomplis par le pays en matière de lutte contre les violences sexuelles, il indiqua que la RDC avait le potentiel de peut façonner une société forte et cohésive, basée sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. « Mais si le pays tombe dans la répression, la méfiance et les griefs croissants, les incertitudes politiques actuelles pourraient conduire à une crise grave pouvant détruire des nombreuses avancées réalisées par le peuple congolais », a-t-il mis en garde.

M. Zeid s'est aussi dit très préoccupé par les rapports faisant état d'un « harcèlement croissant » des représentants de la société civile et des journalistes, de « la répression des voix qui s'opposent au gouvernement » et des « dispersions excessives et parfois mortelles de manifestations ». Il a dit avoir documenté plus de 800 victimes de telles violations entre juin 2015 et mai 2016, condamnant notamment les pertes en vies humaines lors de manifestations à Butembo, Goma et Kinshasa, les arrestations arbitraires, et les actes d'intimidation et de répression dans les grandes villes du pays.

« Les manifestations et réunions organisées par l'opposition et par la société civile sont souvent entravées ou réprimées, alors que celles organisées par la majorité présidentielle se déroulent généralement sans obstruction », a-t-il par ailleurs noté, constatant également d'apparentes interférences politiques dans le système judiciaire, y compris des violations du droit à un procès équitable, des poursuites injustifiées à l'encontre des voix dissidentes et des peines disproportionnée dont écopent ces derniers.

Pour surmonter les nombreux défis auxquels est confronté le pays, le Haut-Commissaire a plaidé en faveur d'un dialogue ouvert et honnête. « Le Président [Joseph Kabila] a appelé à un dialogue national relatif aux élections à venir. Je soutiens cet appel », a-t-il dit, avant d'ajouter : « Cependant, ce dialogue est tout simplement impossible dans une atmosphère qui étouffent la discussion et l'expression de griefs et d'opinions ; et où des médias indépendants et le respect des libertés fondamentales sont menacés ».

M. Zeid a insisté sur le fait que le respect des droits de l'homme pour tous était un prérequis essentiel à tout dialogue inclusif et crédible. « Il faut des garanties juridiques qui permettent aux personnes d'exprimer leurs points de vue et de travailler ensemble, sans craintes de représailles des forces de sécurité ou des autorités judiciaires », a-t-il ajouté. « Les jeunes doivent être encouragés à contribuer – et ceux qui s'expriment ne doivent pas être forcés de se taire ni punis pour avoir exprimé une opinion dissidente ».

Turquie : Ban Ki-moon exhorte le gouvernement à respecter l'état de droit durant l'état d'urgence



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,
Photo ONU/Mark Garten

21 juillet - Suite à la proclamation de l'état d'urgence en Turquie, dans la foulée du coup d'Etat manqué qui a secoué le pays la semaine dernière, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exhorté jeudi le gouvernement turc à veiller au respect de l'ordre constitutionnel, des libertés fondamentales et de l'état de droit dans le cadre de sa gestion de l'après-coup d'Etat.

Dans un communiqué de presse rendu public par son porte-parole, le Secrétaire général a pris note des assurances répétées, données par les responsables gouvernementaux turcs, concernant le plein respect de l'état de droit et des procédures juridiques établies dans la conduite des enquêtes et des poursuites à l'encontre des personnes « considérée comme responsables de la tentative de coup du 15 et 16 juillet ».

« C'est d'autant plus important que l'état d'urgence a été instauré [pour une durée de trois mois] et que des arrestations, détentions et suspensions de masses sont en cours », a insisté le chef de l'ONU.

Le Secrétaire général a ainsi exhorté les autorités turques, conformément aux assurances données, à « faire tout leur possible pour veiller à ce que l'ordre constitutionnel et le droit international des droits de l'homme soient pleinement respectés, conformément aux obligations internationales de la Turquie ».

Il a précisé que « les libertés d'expression, de mouvement et de réunion pacifique, l'indépendance du pouvoir judiciaire et des professions juridiques et l'adhésion à une procédure juridique régulière » figuraient parmi ces obligations.

M. Ban a ainsi espéré que les procédures suivies dans le cadre de cet état d'urgence le soient « en toute transparence ».

Soudan du Sud : un expert de l'ONU appelle à la libération du journaliste Alfred Taban



Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression, David Kaye.
Photo : ONU / Jean-Marc Ferré

21 juillet - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, a appelé jeudi les autorités du Soudan du Sud à libérer immédiatement Alfred Taban, le rédacteur en chef du quotidien anglophone sud-soudanais, Juba Monitor.

« L'arrestation et la détention de M. Taban sont illégales, car elles sont directement liées à l'exercice légitime de son droit à la liberté d'expression », a condamné le Rapporteur spécial de l'ONU dans un communiqué de presse, précisant que M. Taban était détenu sans qu'un chef d'inculpation ait été prononcé à son encontre.

Selon M. Kaye, le journaliste a été arrêté le 16 juillet par des agents des services de sécurité nationale, un jour après la publication d'un éditorial dans lequel il appelait à la démission du Président sud-soudanais, Salva Kiir, et du Premier Vice-Président, Riek Machar, pour leur incapacité à mettre en œuvre avec succès l'accord de paix d'août 2015.

« Il est essentiel pour un pays qui cherche à établir la paix et la stabilité de prendre des mesures actives pour encourager la liberté d'expression pour tout le monde », a déclaré M. Kaye, en référence à la formation récente du gouvernement de transition d'entente nationale.

« Toute pression contre des journalistes basée sur le contenu de leurs reportages constitue une mesure régressive que le Soudan du Sud ne peut pas se permettre de prendre », a-t-il ajouté.

La détention de M. Taban est la dernière en date d'une série d'attaques contre les journalistes et les médias au Soudan du Sud, en forte augmentation depuis le début du conflit, à la mi-décembre 2013, a souligné le Rapporteur spécial. Il a ajouté que plusieurs d'entre eux ont été tués ou détenus sans procès et qu'un certain nombre de journaux ont été forcés de mettre la clé sous la porte.

Le Rapporteur spécial a exhorté les autorités du Soudan du Sud à cesser de prendre pour cible des journalistes et à respecter leur droit à la liberté d'expression.

Nouveau record inquiétant de chaleur au premier semestre 2016, selon l'ONU



Photo: PNUE

21 juillet - Les températures mondiales pour les six premiers mois de cette année ont à nouveau battu des records de chaleur, a déclaré jeudi l'Organisation météorologique mondiale (OMM), confirmant que 2016 était en passe de devenir l'année la plus chaude jamais enregistrée.

« Un mois de plus, un record de plus. Et un autre. Puis un autre. Les tendances du changement climatique, bien connues depuis des décennies, atteignent de nouveaux sommets, alimentées par la puissance du phénomène climatique El Niño en 2015 et 2016 », a déclaré le Secrétaire général l'OMM, Petteri Taalas, dans un communiqué de presse.

Les conclusions de l'OMM s'appuient sur des rapports réalisés par deux agences américaines, la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) et l'Institut Goddard d'études spatiales de la National Aeronautics and Space Administration (NASA GISS). Ces deux études, selon l'OMM, mettent en évidence des « changements dramatiques et radicaux dans l'état du climat ».

Selon l'agence de l'ONU, en effet, juin 2016 a battu des records de chaleur pour le 14^{ème} mois consécutif, aussi bien au niveau des terres que des océans. Il a également marqué le 378^{ème} mois consécutif (depuis décembre 1984) avec des températures supérieures à la moyenne du 20^{ème} siècle.

L'OMM a précisé que la température moyenne au cours des six premiers mois de 2016 était supérieure de 1,3 ° C à l'ère préindustrielle de la fin du 19ème siècle et de 1,05 ° C à la moyenne du 20ème siècle, battant le précédent record de 0,20 ° C établi en 2015.

L'OMM a par ailleurs indiqué que la banquise arctique a fondu tôt et rapidement cette année, un signe supplémentaire de l'accélération du changement climatique. Les niveaux de dioxyde de carbone, qui sont à l'origine de ce réchauffement, ont quant à eux atteint de nouveaux sommets, a précisé l'agence.

« Le phénomène El Niño, qui a augmenté le thermostat de la planète, a maintenant disparu. Mais les changements climatiques causés par les gaz à effet de serre qui retiennent la chaleur sont là pour rester. Cela signifie que nous allons être confrontés à plus de canicules, des précipitations plus extrêmes et un impact potentiellement plus élevé des cyclones tropicaux », a déclaré M. Taalas.

Selon l'OMM, les concentrations de dioxyde de carbone ont franchi le cap symbolique de 400 parties par million dans l'atmosphère cette année. Les niveaux de CO2 varient selon la saison, mais la tendance sous-jacente est à la hausse, a précisé l'agence.

« Cela rend plus évidente que jamais la nécessité d'approuver et de mettre en œuvre l'Accord de Paris sur les changements climatiques, et d'accélérer la transition vers des économies sobres en carbone et des énergies renouvelables », a déclaré M. Taalas.

A cette fin, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité les dirigeants mondiaux à prendre part à un événement spécial, le 21 septembre prochain, pour déposer leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à l'Accord. Ce sera également l'occasion pour les autres pays de s'engager publiquement à adopter l'Accord de Paris avant la fin de 2016.

Le Conseil de sécurité procède à un premier vote indicatif sur les candidats au poste de Secrétaire général de l'ONU



Le Président du Conseil de sécurité de l'ONU pour le mois de juillet 2016, le Représentant permanent du Japon Koro Bessho. Photo : ONU / Mark Garten

21 juillet - Le Conseil de sécurité de l'ONU devait procéder, jeudi matin, à un premier vote indicatif concernant les 12 candidats à la succession de Ban Ki-moon en tant que Secrétaire général des Nations Unies, prévue le 1er janvier 2017.

La veille au soir, le Président du Conseil pour le mois de juillet 2016, le Représentant permanent du Japon Koro Bessho, avait expliqué la procédure de jeudi lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU, à New York.

« Tout d'abord j'informerai le Président de l'Assemblée générale que le vote a eu lieu et j'informerai également la presse », a-t-il dit, ajoutant que les 12 pays dont sont ressortissant les candidats seraient également tenus informés des résultats de leurs candidats respectifs.

M. Bessho a précisé que le processus serait à peu de choses près le même que celui ayant abouti à la désignation de M. Ban, il y a dix ans. « Le vote ne devrait pas prendre longtemps mais le dépouillement des voix et l'estimation des résultats finals prendront à peu près deux heures », a ajouté le Président du Conseil. Il a ajouté que les 15 membres ne procéderont pas à des discussions. « Ce sera uniquement un vote », a-t-il dit.

Le Président du Conseil a par ailleurs précisé que si un pays « désapprouve » un candidat, cela ne signifie pas pour autant que ce candidat sera éliminé. M. Bessho a également indiqué que chaque membre du Conseil peut soutenir plusieurs candidats à ce stade, avant d'ajouter qu'un deuxième vote de départage serait annoncé ultérieurement.

A ce jour, six hommes et six femmes se sont portés candidats pour succéder M. Ban, dans le cadre d'un processus de sélection marqué par deux innovations majeures.

Jusqu'à présent, les huit Secrétaires généraux qui ont dirigé l'ONU durant ses 70 ans d'existence ont tous été sélectionnés par les 15 membres dans le cadre d'un processus relativement fermé. Or, pour la première fois dans l'histoire du processus, chaque candidats a participé à un dialogue public informel avec l'Assemblée générale de l'ONU, durant lequel il ou elle a eu deux heures pour faire une présentation orale de sa candidature et répondre aux questions des Etats membres et de la société civile.

Deuxième fait inédit dans ce processus censé aboutir à la recommandation d'un candidat par le Conseil de sécurité, tous les candidats au poste de Secrétaire général se sont ensuite entretenus individuellement et à huis clos avec les 15 membres du Conseil, préalablement au premier vote indicatif de jeudi.

Ban Ki-moon salue le renforcement de la coopération entre l'ONU et l'Union interparlementaire



Drapeaux devant le siège de l'ONU à New York. Photo ONU/Rick Bajornas

21 juillet - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a signé jeudi un nouvel accord de coopération entre l'ONU et l'Union interparlementaire (UIP), saluant à cette occasion cette opportunité de renforcer encore davantage les liens entre les deux organisations.

« Un accord existait précédemment, mais celui-ci a été mis à jour pour prendre en compte les objectifs de développement durable [ODD] et l'Accord de Paris sur les changements climatiques », s'est félicité le Secrétaire général dans le cadre d'une cérémonie de signature de l'accord, en présence du Secrétaire général de l'UIP, Martin Chungong.

« Les parlementaire sont véritablement ceux qui écoutent les voix des gens sur le terrain et qui représentent les souhaits, opinions et aspirations du peuple », a poursuivi M. Ban, saluant, pour cette raison, le partenariat étroit entre les Nations Unies et l'UIP.

Le chef de l'ONU a ajouté que cet accord de coopération permettrait de renforcer encore davantage les liens de coopération entre les deux organisations.

M. Ban a appelé les Nations Unies et l'UIP à continuer de travailler en faveur des peuples, de la planète, de la paix, de la prospérité et des partenariats. « Je les appelle les 5 Ps », a-t-il dit, tout en appelant les membres de l'UIP à faire preuve de leadership pour répondre aux attentes et aspirations de leurs peuples respectifs.

Par ailleurs, M. Ban a profité de cette occasion pour exprimer son inquiétude face à la situation actuelle au Soudan du Sud.

« Comme vous le savez, je me suis rendu dans la région il y a quelques jours. J'ai participé au sommet de l'Union africaine où les dirigeants de l'IGAD [Autorité intergouvernementale pour le développement] ont eu une réunion au sommet, mettant l'accent sur la crise actuelle au Soudan du Sud », a-t-il rappelé.

Tout en notant que les combats ont pour l'instant pris fin dans la capitale Juba, le Secrétaire général a mis en garde contre possible reprise des combats. « Nous devons faire en sorte de mettre fin de manière permanente à la violence », a-t-il dit, tout en exhortant le Président Salva Kiir et le Premier Vice-Président Riek Machar à s'engager à travailler ensemble, au sein d'une seule et même équipe.

Parallèlement, M. Ban s'est déclaré très préoccupé par les violences sexuelles perpétrées contre les femmes et les filles dans le pays, les attaques contre les installations humanitaires des Nations Unies, ainsi que les pillages d'aide humanitaire. « Le vol par la SPLA [Armée populaire de libération du Soudan] dans les entrepôts du PAM [Programme alimentaire mondiale] de la nourriture qui était destinée à au moins 220.000 personnes est totalement inacceptable », a notamment condamné le chef de l'ONU, appelant à ce que les auteurs soient tenus pour responsables.

Evoquant ses récentes réunion avec les responsables de l'IGAD, le Secrétaire général a par ailleurs déclaré : « Les dirigeants de l'IGAD ont recommandé le renforcement du mandat et de la capacité de la MINUSS, la

Mission des Nations Unies en République du Soudan du Sud, et nous espérons sincèrement que le Conseil de sécurité [de l'ONU] examinera prochainement le mandat de la MINUSS et prendra les mesures nécessaires pour renforcer la capacité de la Mission de maintien de la paix de l'ONU ».